

**Point de presse du porte-parole -
Israël/Territoires
palestiniens/Colonisation/Adoption
d'une loi par la Knesset/Déclaration
de M. Ayrault - Syrie/Rapport
d'Amnesty International sur les
crimes commis dans la prison de
Sednaya/Déclaration de M. Ayrault
- Niger/Entretien de M. Ayrault
avec M. Rafini, Premier ministre -
Géorgie/Entretien entre MM.
Ayrault et Janelidze -
UE/Participation de M. Désir au
conseil affaires générales - Ukraine -
États-Unis/Conditions d'entrée
(Paris, 07 février 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a relayé les déclarations du ministre, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Israël/Territoires palestiniens - Colonisation - Adoption d'une loi par la Knesset (6 février 2017) - Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international

Je condamne l'adoption hier soir par le parlement israélien d'une loi visant à légaliser des milliers de logements construits sur des terrains privés palestiniens en Cisjordanie. Cette loi pérennise notamment l'existence de dizaines de colonies et avant-postes en voulant leur donner une base juridique pour leur développement futur.

La résolution 2334 du conseil de sécurité des Nations unies du 23 décembre 2016 a clairement rappelé que la colonisation, sous toutes ses formes, est illégale au regard du droit international.

Cette loi constitue une nouvelle atteinte à la solution des deux États, dont 75 pays et organisations internationales ont rappelé à Paris le 15 janvier qu'elle seule apportera une paix juste et durable au Proche-Orient.

Elle risque d'aggraver encore les tensions dans la région.

J'appelle Israël à respecter ses obligations internationales et à revenir sur cette loi.

2 - Syrie - Rapport d'Amnesty International sur les crimes commis dans la prison de Sednaya - Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international

La France est profondément indignée par les faits relatés par le rapport publié le 6 février par Amnesty International sur la prison de Sednaya. Le rapport documente le processus d'exécution méthodique mis en place par le régime syrien qui a conduit, entre 2011 et 2015, à l'exécution de plus de 13.000 prisonniers.

La France condamne avec force ces actes abominables. Accablant pour le régime syrien, ce rapport prouve une nouvelle fois qu'il n'a pas hésité à commettre les pires atrocités contre sa population pour se maintenir au pouvoir.

Comme la France le rappelle avec constance, seule une transition politique crédible peut permettre un retour durable de la paix en Syrie. C'est l'enjeu des négociations prévues à Genève le 20 février.

Les révélations d'Amnesty International soulignent également la nécessité pour la communauté internationale de poursuivre ses efforts pour lutter contre l'impunité en Syrie. Le travail de la commission internationale indépendante d'enquête présidée par M. Paulo Sergio Pinheiro est plus que jamais indispensable, tout comme celui, complémentaire, du mécanisme d'enquête international, impartial et indépendant créé par l'assemblée générale des Nations unies le 21 décembre 2016.

La France continuera de se mobiliser contre l'impunité des crimes commis en Syrie.

3 - Niger - Entretien de M. Jean-Marc Ayrault avec M. Brigi Rafini, Premier ministre (Paris, 7 février 2017)

M. Jean-Marc Ayrault a reçu ce matin M. Brigi Rafini, Premier ministre du Niger.

Le ministre des affaires étrangères et du développement international a souligné la qualité de la relation entre la France et le Niger, qui se caractérise par un engagement partagé au service de la démocratie, de la stabilité et du développement et une lutte commune contre le terrorisme et la criminalité que nos pays affrontent ensemble dans la zone sahélienne.

Cinq accords, dont un document définissant les axes de coopération entre nos deux pays pour la période 2017-2021, seront signés à l'occasion de la visite du Premier ministre nigérien.

4 - Géorgie - Entretien entre MM. Jean-Marc Ayrault et Mikheil Janelidze (Paris, 7 février 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, reçoit aujourd'hui M. Mikheil Janelidze, ministre géorgien des affaires étrangères.

Ils évoqueront nos relations bilatérales, la situation régionale dans le Caucase ainsi que notre coopération dans les instances multilatérales.

5 - Union européenne - Participation de M. Harlem Désir au conseil affaires générales (Bruxelles, 7 février 2017)

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes, participe aujourd'hui au conseil affaires générales à Bruxelles.

Cette réunion portera principalement sur la préparation du conseil européen des 9 et 10 mars.

M. Harlem Désir rappellera en particulier les priorités européennes de la France : sécurité et défense, croissance, jeunesse, transition énergétique et réponse à la crise migratoire.

6 - Ukraine

Q - Comment pourriez-vous commenter l'information des médias russes que la reprise des combats dans l'est de l'Ukraine était programmée par les autorités de Kiev afin que cette reprise se produise le même jour que la rencontre entre M. Porochenko et Mme Merkel en Allemagne ? Selon cette information Kiev a tenté de mettre à jour la thèse de la responsabilité de la Fédération de Russie pour l'escalade des tensions dans cette région.

R - Nous ne commentons pas les rumeurs.

Nous avons condamné le 1er février la reprise des combats et avons rappelé que la mise en oeuvre des accords de Minsk, pour laquelle la France reste pleinement engagée dans le cadre du «format Normandie», est la seule voie possible pour la résolution du conflit.

7 - États-Unis - Conditions d'entrée

Q - Y a-t-il des binationaux français et l'un des sept États suivants : Yémen, Syrie, Irak, Iran, Soudan, Somalie, Libye; qui seraient interdits d'entrée aux États-Unis sous le coup de l'ordre présidentiel de Donald Trump ? À part le fait que l'ordre présidentiel ait été suspendu ?

R - Les ressortissants français qui disposent par ailleurs de l'une des sept nationalités concernées ont la possibilité de demander un visa sur leur passeport français pour entrer aux

États-Unis.

Pour plus d'information, je vous invite à consulter le site France Diplomatie (rubrique «conseil aux voyageurs») et le site de l'ambassade des États-Unis à Paris./.